

Constructions anarchiques : Agadir affiche la fermeté pour enrayer le fléau

Actualité Agadir et région

Posté par: Administrateur

Publié le : 17-01-2012 21:06:37

Face aux constructions anarchiques qui prolifèrent dans la ville d'Agadir, comme un peu partout dans le Royaume, les autorités locales ont décidé de sévir. Démolitions, interdiction de matériaux de construction dans certaines zones concernées et sanctions judiciaires contre des fonctionnaires, les autorités et conseils élus semblent décidés à faire face à ce problème qui persiste du fait, entre autres, de la lenteur des programmes d'habitat social.

Déclarée ville sans bidonvilles dès 1998, Agadir se trouve aujourd'hui confrontée à l'épineux problème des constructions anarchiques qui prolifèrent particulièrement dans certains quartiers périphériques.

Après un temps de laxisme, la fermeté semble désormais de mise. Les récentes tensions et heurts qui ont accompagné la démolition de constructions illégales à la commune d'Aourir, révèlent au grand jour l'ampleur du mal.

Elles trahissent aussi l'étendue des lobbies et intermédiaires de tous bords qui profitent du déficit d'habitat social encore à combler dans cette agglomération confrontée à une forte pression démographique.

Lenteur des programmes d'habitat social

Le problème, accentué ces derniers temps par un certain laxisme d'acteurs censés veiller au respect du code de l'urbanisme, n'en révèle pas moins des déficiences structurelles.

Comme dans d'autres provinces et préfectures de la région, le paysage urbanistique à Agadir subit une "dégradation dangereuse", concédait le wali de la région, Mohamed Boussaid devant une récente session extraordinaire du conseil régional, convoquée justement pour tirer la sonnette d'alarme face à la dimension du problème.

Fini le laxisme

Les violations des dispositions légales d'urbanisme et l'occupation anarchique du domaine de l'État et des terrains d'autrui ont entraîné la prolifération d'un tissu urbanistique qui ne répond nullement aux exigences d'une vie décente ni en termes d'équipements socio-économiques et encore moins en ce qui concerne l'accessibilité ou les espaces verts.

Sont visés par cette mise en garde du wali: les spéculateurs, vendeurs et acquéreurs de lots de terrains anarchiques et ceux qui procèdent à des lotissements clandestins, ainsi que leurs complices parmi des agents d'autorités, élus ou fonctionnaires.

Après des décennies de blocage et de tensions, un dénouement heureux a été trouvé pour le

quartier insalubre d'Aghroud à Bensergao, non loin du centre ville. Les habitants ayant droits peuvent désormais obtenir un permis de construire dans le respect du plan d'aménagement du quartier.

Embargo sur les matériaux de construction

En attendant des solutions similaires pour des dossiers aussi épineux, c'est la tension et la méfiance qui persistent encore dans le quartier des piémonts.

Le dialogue a été certes ouvert avec des représentants des habitants. Mais en parallèle, plus question de laisser passer des matériaux de construction vers cette zone.

Des agents d'autorités complaisants ou corrompus ont été sévèrement sanctionnés ou mutés, et des procès en justice sont désormais intentés contre des spéculateurs, intermédiaires ou autres élus ou fonctionnaires qui auraient trempé dans des transactions frauduleuses à l'origine de ces habitations clandestines et souvent insalubres.

Outre un sérieux défi pour le paysage urbanistique et la sécurité sociale, ce phénomène est incontestablement un frein pour les programmes de logement social et, au-delà, au développement économique d'une agglomération qui se veut la locomotive du deuxième pôle économique du Maroc.

Plus que jamais, il est urgent d'accélérer la mise à jour des plans d'aménagement, de faciliter les procédures de construction et les adapter aux contraintes du milieu rural et de créer de nouvelles agences urbaines pour répondre aux besoins en habitat et en documents d'urbanisme dans une région très étendue.

aufait/MAP